

# Chance ou calamité?

**BREXIT** En marge des 49<sup>es</sup> Journées des arts et métiers à Champéry, plusieurs personnalités analysent la sortie du Royaume-Uni de l'Union.

**DÉBAT** «Le Brexit va certes influencer la vie des PME suisses mais ce n'est pas la fin du monde.» Le conseiller national Jean-François Rime, président de l'Union suisse des arts et métiers, USAM, organisatrice des journées de Champéry, reste serein après la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne. Il rapproche les 52% de voix favorables au Brexit des 50,5% de Suisses qui ont voté oui à l'initiative UDC qui limite la libre circulation des personnes. «Les gouvernants doivent maintenant se pencher sur les raisons qui ont poussé les citoyens à prendre des décisions qu'ils ne cautionnent pas. On refuse toujours de dire la vérité, de soulever les vrais problèmes causés par la libre circulation des personnes, relève-t-il avant d'ajouter: Si l'on votait ailleurs, peut-être que le choix britannique servirait d'exemple et que l'UE perdrait encore quelques membres.»

## Surprise totale

S'il comprend le réflexe protectionniste du Royaume-Uni, Jean-François Rime ne l'avait pas prévu. «Même si une telle décision a fatalement des impacts sur l'économie suisse, l'USAM n'a préparé aucun plan particulier pour y faire face. A vrai dire, personne n'y croyait», explique-t-il.

Selon le président de l'USAM, les PME suisses en ont vu d'autres et se remettront des effets du Brexit, notamment d'un probable renforcement du franc. Il craint cependant les incertitudes qui ne manqueront pas de se prolonger jusqu'à la sortie effective du royaume de l'UE qui prendra au moins deux ans selon les experts. Mais il pense que l'économie suisse redressera la barre: «Aujourd'hui, tout le monde en parle. Quant à moi, je prends les choses plus calmement. Et je pense qu'à moyen terme, tout ou presque rentrera dans l'ordre pour la Suisse. Et comme l'UDC, à



Pour Jean-François Rime, «le Brexit va certes influencer la vie des PME suisses mais ce n'est pas la fin du monde.» HÉLOÏSE MARET

laquelle j'appartiens, n'a jamais été vraiment fanatique de l'UE, je goûte assez le sel de ce divorce.»

## Une nouvelle Europe

Pour ce qui concerne l'avenir, le conseiller national espère que l'Union européenne choisira la voie préconisée par la chancelière allemande Angela Merkel, plutôt que de suivre un François Hollande pressé d'en découdre avec l'ennemi séculaire. «Un apaisement ne peut que profiter à la Suisse, un bon client de l'économie du Royaume-Uni. Mieux, cette sortie de l'Union pourrait voir les Britanniques rejoindre l'AELE. Ce partenaire de poids ne manquera pas de booster les transactions au sein de l'Association euro-

« Si l'on votait ailleurs, peut-être que le choix britannique servirait d'exemple et que l'UE perdrait encore quelques membres. »

JEAN-FRANÇOIS RIME PRÉSIDENT DE L'UNION SUISSE DES ARTS ET MÉTIERS

peenne de libre-échange. Nous avons beaucoup à y gagner.»

## Unia réagit

Aldo Ferrari, vice-président du syndicat Unia, a une autre ana-

lyse du Brexit: «Cette volonté de sortir de l'Union européenne résulte d'une peur, celle de perdre son emploi. De se voir remplacé par un étranger. De voir l'économie dictée de Bruxelles détruire les pos-

tes de travail dans le royaume. Voilà où mène l'absence de prise en compte de la voix des salariés avec le risque d'un retour aux années Thatcher.» Le syndicaliste pense que la Suisse doit accélérer les procédures de négociation avec l'Union au moment même où celle-ci a d'autres chats à fouetter. «Unia a la ferme intention d'exiger une protection des salaires liée à tout accord», promet-il. Lueur positive dans cette sortie, selon Aldo Ferrari, l'obligation pour l'Union de remettre en question certaines de ses structures, de définir une nouvelle politique plus sociale et plus démocratique.

PIERRE MAYORAZ

## DIGITAL

### Incontournable formation

Les PME suisses ne peuvent pas passer à côté du virage digital. Il en va de leur survie et de la prospérité de notre économie. Cette révolution industrielle 4.0 a commencé à bouleverser le monde du travail. Les robots arrivent. Ils occupent d'abord les postes de travail de base. Puis remontent les échelons à tel point qu'ils remplacent désormais des juristes, des journalistes. Mieux, ils apprennent au fur et à mesure de leurs activités. Comme un bon employé. Les intervenants des journées de Champéry préconisent tous d'investir dans la formation pour préserver des postes de travail. Formation continue pour le professeur à la HEIG-VD, Fabien Loi Zedda. Formation d'informaticiens dont on annonce une lourde pénurie en Suisse, pour Pierre Kuonen de l'Association suisse d'informatique. Formation qui laisse l'homme au cœur de l'artisanat pour le formateur en carrosserie Federico Ventrici. Tous s'accordent sur la nécessité d'investir dans la formation, «un gage d'égalité des chances» selon Joëlle Racine du syndicat Unia. Du côté politique également, on veut financer la formation. Mais les avis divergent sur les moyens et la manière. D'où une belle empoignade verbale entre les conseillers nationaux Philippe Nantermod et Mathias Reynard en conclusion de ces 49es Journées de Champéry qui ont mis le Valais au cœur de l'économie suisse pendant deux jours. PM

## L'AVIS DE...



JEAN-RENÉ FOURNIER  
CONSEILLER  
AUX ÉTATS PDC,  
VICE-PRÉSIDENT  
DE L'USAM

### De nouvelles portes

«A court terme, le Brexit va renforcer le franc qui servira de nouveau de valeur refuge. Le tourisme et les exportations suisses vont en souffrir. En revanche, à moyen ou long terme, cette sortie aura des côtés positifs pour notre économie. Londres va rester une place financière importante en Europe et dans le monde. Et nous trouverons forcément un modus vivendi avec elle. De plus, le Royaume-Uni va se rapprocher de l'AELE, ce qui aura des effets positifs sur notre commerce. Contrairement à un avis quasi général, je pense que le Brexit va ouvrir de nouvelles portes entre la Suisse et l'Union européenne. Celle-ci perd un partenaire et n'en aura que plus d'égards pour un pays petit par la taille mais grand par le volume des échanges, même s'il est de bon ton dans certains cercles de minimiser notre importance.»



PHILIPPE NANTERMOD  
CONSEILLER  
NATIONAL PLR

### Une chance pour la Suisse

«La chute des marchés, le franc qui se renforce encore, le Brexit, à court terme, nous cause bien des soucis. A court terme aussi, nos relations avec le Royaume-Uni ne vont pas changer puisque la sortie effective n'aura pas lieu avant deux ans. De plus, du fait de son poids économique, une arrivée du royaume dans l'AELE constitue une chance pour l'association et la Suisse. Avec un tel partenaire, l'AELE deviendrait un bon contrepoint à l'influence de l'UE. En revanche, les discussions avec l'UE vont se compliquer, la Suisse devenant un partenaire mineur même si les échanges entre notre pays et l'Union se montent à un milliard de francs par jour. Il faudra choisir entre la Constitution et les accords internationaux et privilégier ceux-ci tout en donnant un tour de vis à nos prestations sociales afin de rendre la Suisse moins attrayante.»



MATHIAS REYNARD  
CONSEILLER  
NATIONAL PS

### Les Suisses dans l'embarras

«Cette sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne met les négociateurs suisses dans l'embarras. Il devient difficile pour notre petit pays de trouver une écoute dans l'UE au moment où celle-ci doit discuter des modalités du départ de l'un de ses principaux membres. De plus, les problèmes que rencontre l'UE vont déteindre sur la Suisse dont l'économie dépend largement de celle de ses voisins. L'Union doit se tourner vers plus de démocratie et écouter les gens. Si les citoyens d'un pays refusent un traité, il ne faut pas l'appliquer. Aucun pays ne mérite le traitement réservé à la Grèce. L'UE doit dépasser le cadre de l'économie, se préoccuper du côté social. Pourquoi ne pas se tourner vers un système fédéraliste qui détermine et différencie ce qui revient aux États et ce qui revient à l'Union?»